

MINISTERE DE LA JUSTICE

29 AVRIL 1993. — Arrêté royal fixant la composition du jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance de la langue néerlandaise pour candidats aux fonctions notariales

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment l'article 43, § 12;

Vu l'arrêté royal du 9 septembre 1935 pris en exécution de cette loi et organisant les examens permettant aux candidats aux fonctions notariales de justifier qu'ils sont à même de se conformer aux dispositions de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire;

Vu les dispositions de l'article 295 du Code judiciaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le jury chargé de procéder aux examens sur la connaissance approfondie ou sur la connaissance suffisante de la langue néerlandaise prévus par l'article 43, § 12, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, est composé ainsi qu'il suit pour les sessions d'avril et d'octobre 1993 :

Président :

M. J. Spaas, président à la cour d'appel d'Anvers.

Président suppléant :

M. A. Van Gelder, président à la cour d'appel d'Anvers.

Membres :

MM. :

J. Moors, professeur à l'Université de Liège;

A. Vastersavendts, professeur à la V.U.B.;

V.F. Vanacker, professeur à l'Université de Gand;

L.P. Suetens, professeur à la K.U.L.

Membres suppléants :

MM. :

S. Theissen, professeur à l'Université de Liège;

G. Van Oosterwijck, professeur à la V.U.B.;

A. Van Elslander, professeur à l'Université de Gand;

G. Van Dievoet, professeur à la K.U.L.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

MINISTERIE VAN JUSTITIE

29 APRIL 1993. — Koninklijk besluit houdende samenstelling van de jury belast met het afnemen van examens over de kennis van het Nederlands voor kandidaten voor notariële ambten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, inzonderheid op artikel 43, § 12;

Gelet op het ter uitvoering van die wet genomen koninklijk besluit van 9 september 1935 tot regeling van de examens waarbij de kandidaten voor notariële ambten in de gelegenheid worden gesteld te bewijzen dat zij in staat zijn de voorschriften van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken na te leven;

Gelet op de bepalingen van artikel 295 van het Gerechtelijk Wetboek;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De commissie belast met het afnemen van examens over de grondige kennis of de voldoende kennis van het Nederlands bedoeld bij het artikel 43, § 12, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik van de talen in gerechtszaken, is als volgt samengesteld voor de zittingen van april en oktober 1993 :

Voorzitter :

de heer J. Spaas, voorzitter in het hof van beroep te Antwerpen.

Plaatsvervangend voorzitter :

de heer A. Van Gelder, voorzitter in het hof van beroep te Antwerpen.

Leden :

de heren :

J. Moors, professor aan de Universiteit te Luik;

A. Vastersavendts, professor aan de V.U.B.;

V.F. Vanacker, professor aan de Universiteit te Gent;

L.P. Suetens, professor aan de K.U.L.

Plaatsvervangende leden :

de heren :

S. Theissen, professor aan de Universiteit te Luik;

G. Van Oosterwijck, professor aan de V.U.B.;

A. Van Elslander, professor aan de Universiteit te Gent;

G. Van Dievoet, professor aan de K.U.L.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Arrêté royal relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission instituée par l'article 133bis de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, réformée par la loi du 15 février 1993

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 81 de la loi du 15 février 1993 a inséré un nouvel article 133bis dans la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. Cette

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Koninklijk besluit betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie ingesteld bij artikel 133bis van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, hervormd bij de wet van 15 februari 1993

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Bij artikel 81 van de wet van 15 februari 1993 werd een artikel 133bis ingevoegd in de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor

disposition vise, au même titre que l'article 79 de la même loi, à créer le cadre nécessaire à l'adaptation des dispositions intervenues dans la loi du 9 août 1963 concernant la répartition de ressources de l'assurance entre les organismes assureurs et la clôture des comptes.

Le projet d'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté tend à fixer la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission chargée de formuler les propositions visant à adapter ou modifier les dispositions des sections I, II et IV du chapitre I^{er} du titre VIII de ladite loi.

Cette adaptation requiert au préalable une analyse approfondie. C'est la raison pour laquelle le législateur a estimé qu'il était opportun de charger une Commission spéciale de formuler des propositions dans ce domaine, plus particulièrement en ce qui concerne la répartition équitable des ressources et la problématique des comptes courants.

La Commission concernée dispose d'un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi pour remplir sa mission. Celle-ci consiste à élaborer des formules concrètes et opérationnelles permettant de réaliser une responsabilité des mutuelles dans les conditions précisées ci-dessous. De plus, cette Commission sera chargée de proposer des solutions techniques quant à l'apurement des comptes courants du passé.

Elle sera autonome et composée d'experts disposant des compétences requises. Le rapport final de cette Commission sera soumis à l'avis du Conseil général de l'assurance soins de santé ainsi qu'à celui de l'Office de contrôle des mutualités; les avis devront être remis dans un délai de deux mois à dater de leur demande.

Sur la base de tous ces éléments, des adaptations et modifications des dispositions concernées de la loi du 9 août 1963 seront élaborées. Dans ce cadre les conditions prévues à l'article 81 de la loi du 15 février 1993 seront prises en compte.

A cet égard, il est évident que les organismes assureurs doivent être placés dans des conditions telles qu'ils soient en mesure de faire face aux obligations découlant de leurs missions légales.

Cela implique, en premier lieu, que la répartition des moyens financiers entre les organismes assureurs devra tenir compte des différences de charges qui doivent être supportées par les mutualités et qui résultent de critères objectifs, en particulier de l'état de santé, de l'âge et de la situation socio-économique des assurés affiliés. En d'autres termes, il faut donc tenir compte des catégories d'affiliés et notamment des affiliés à risque des différentes mutualités. Ceci implique, d'une part, une définition correcte de ces groupes à risque et, d'autre part, une clé de répartition des moyens financiers basée sur des éléments pouvant être objectivement évalués. Cette répartition équilibrée des moyens devrait permettre de garantir une position de départ équivalente à chacune des mutualités.

Il faut, en effet, exclure une sélection éventuelle des affiliés en fonction des risques à couvrir.

Une deuxième condition consiste à éviter que les nouvelles dispositions définissant la responsabilité financière des organismes assureurs ne mènent à un traitement différent des assurés dans le cadre de l'assurance maladie obligatoire, uniquement en vertu de leur affiliation à un organisme assureur.

Le Gouvernement estime que tant le pluralisme institutionnel que la solidarité qui caractérisent la sécurité sociale en général et l'assurance maladie en particulier doivent être pleinement sauvegardés. Cela implique que les cotisations et les avantages octroyés doivent être identiques pour tous les assurés, quel que soit l'organisme assureur auquel ils sont affiliés et sans préjudice de conditions particulières légales à l'égard de certaines catégories d'ayants droit (V.I.P.O.).

En ce qui concerne l'apurement de déficits éventuels, il est clair que ceux-ci ne peuvent être imputés à une mutualité déterminée et à ses membres que s'ils sont dus à des facteurs externes qui échappent au contrôle des organismes assureurs ou à une répartition inéquitable des ressources.

Mais si le déficit découle effectivement d'une exécution inadéquate des contrôles prévus par la réglementation ou de fautes de gestion manifestes, les déficits éventuels ne peuvent être répercutés sur les autres mutualités.

Dans ce cas, les mutualités concernées devront prendre toutes les mesures utiles pour régulariser la situation dans le respect des principes déjà énoncés dans le cadre de l'assurance obligatoire.

geneeskundige verzorging en uitkeringen. Deze bepaling strekt ertoe, met een analoog doel als bij artikel 79 van dezelfde wet, het nodige instrument te creëren tot aanpassing van de bepalingen uit de wet van 9 augustus 1963, aangaande de verdeling der verzekeringsuitkomsten over de verzekeringsinstellingen en aangaande het afsluiten van de rekeningen.

Het Uwe Majesteit ter goedkeuring voorgelegde besluit strekt ertoe, de samenstelling en de werkingsregelen vast te stellen van de Commissie, belast met het formuleren van voorstellen om te komen tot een aanpassing of wijziging van de bepalingen van afdelingen I, II en IV van hoofdstuk I van titel VIII van deze wet.

Deze aanpassing vereist een diepgaand voorbereidend onderzoek. Om deze reden heeft de wetgever het wenselijk geacht om terzake een Bijzondere Commissie te belasten met het formuleren van zijn voorstellen op dit vlak, meer bepaald de billijke verdeling van de middelen enerzijds en de problematiek van het afsluiten van de lopende rekeningen anderzijds.

De betrokken Commissie beschikt over maximum een jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet om haar opdracht uit te voeren. Deze bestaat erin concrete en operationele formules uit te werken die het mogelijk maken een financiële verantwoordelijkheid van de ziekenfondsen tot stand te brengen onder de hierna bepaalde voorwaarden. Bovendien zal deze Commissie belast worden met het formuleren van technische voorstellen met betrekking tot de aanzuivering van de rekeningen courant van het verleden.

Zij zal onafhankelijk zijn, en samengesteld uit deskundigen die beschikken over de vereiste bekwaamheid. Over het eindverslag van deze Commissie zal het advies worden ingewonnen van de algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging en de controledienst voor de ziekenfondsen; deze adviezen moeten binnen twee maanden na de adviesaanvraag worden overgezonden.

Op basis van al deze elementen zouden de aanpassingen en wijzigingen van deze betrokken bepalingen van de wet van 9 augustus 1963 worden aangepast. In dit kader zullen de voorwaarden voorzien in artikel 81 van de wet van 15 februari 1993 in rekening worden genomen.

Hierbij spreekt het vanzelf dat de verzekeringsinstellingen in de mogelijkheid moeten worden gesteld om de verplichtingen na te komen die voortvloeien uit hun wettelijke opdrachten.

Dit vereist in de eerste plaats dat de verdeling van de financiële middelen tussen de verzekeringsinstellingen rekening houdt met de verschillen in lasten die de ziekenfondsen moeten dragen en die voortvloeien uit objectieve criteria, zoals onder meer de gezondheidstoestand, de leeftijd en de sociaal-economische situatie van de aangesloten verzekerden. Met andere woorden, er moet rekening worden gehouden met de verschillende categorieën van aangesloten en meer bepaald van de verzekerden behorend tot risicogroepen van de verschillende ziekenfondsen. Dit impliceert enerzijds een correcte bepaling van deze risicogroepen en anderzijds een verdeelsleutel van de financiële middelen gebaseerd op elementen die objectief kunnen worden geëvalueerd. Een dergelijke evenwichtige verdeling van de middelen moet het mogelijk maken de verschillende ziekenfondsen een gelijkwaardige startpositie te waarborgen.

Het is immers onaanvaardbaar dat de verzekerden eventueel worden geselecteerd op grond van de te dekken risico's.

Een tweede voorwaarde bestaat erin te vermijden dat de nieuwe bepalingen inzake financiële verantwoordelijkheid van de verzekeringsinstellingen leiden tot een verschillende behandeling van de verzekerden in het kader van de verplichte ziekteverzekering, enkel en alleen op grond van hun lidmaatschap van een bepaalde verzekeringsinstelling.

De Regering is van oordeel dat zowel het institutioneel pluralisme als de solidariteit die de sociale zekerheid in het algemeen en de ziekteverzekering in het bijzonder kenmerkt, moeten worden gevrijwaard. Dit houdt in dat zowel de sociale bijdragen als de toegekende voordelen voor alle verzekerden gelijk dienen te zijn, ongeacht de verzekeringsinstelling waarbij ze zijn aangesloten en onverminderd de bijzondere voorwaarden ten aanzien van bepaalde categorieën van gerechtigden (bijvoorbeeld W.I.G.W.).

Met betrekking tot de aanzuivering van eventuele deficits is het duidelijk dat deze niet kunnen worden aangerekend aan een bepaald ziekenfonds en aan zijn leden indien zij het gevolg zijn van externe factoren waarop de verzekeringsinstellingen geen vat hebben of van een onevenwichtige verdeling van de middelen.

Wanneer het deficit evenwel voortvloeit uit een gebrekkige uitvoering van de controles waarin de reglementering voorziet of het gevolg is van duidelijke beheersfouten, kunnen deze kortoren niet omgeslagen worden over de andere ziekenfondsen.

In dat geval dienen de betrokken ziekenfondsen alle nuttige maatregelen te nemen om deze toestand te regulariseren met inachtneming van de principes die reeds zijn vastgesteld voor de verplichte verzekering.

Ceci constitue une garantie supplémentaire pour que cette réglementation soit appliquée de façon uniforme par chaque organisme assureur.

En troisième lieu, la responsabilité financière ne peut intervenir que si les mutualités disposent des instruments nécessaires pour contrôler et maîtriser les dépenses découlant de leurs missions légales.

Les mutualités disposent actuellement d'un certain nombre d'instruments leur permettant d'intervenir dans l'évolution des dépenses (par exemple pour les prestations soumises à l'approbation préalable des médecins conseils).

Il est essentiel que ces instruments soient étendus afin de réaliser l'affectation optimale des moyens attribués. Le Gouvernement estime qu'il convient d'attribuer un rôle plus important aux organismes assureurs dans le domaine de la maîtrise des dépenses, étant entendu qu'il appartient au législateur d'en formuler les règles de base.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MOUREAUX

28 AVRIL 1993. — Arrêté royal relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission instituée par l'article 133bis de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, réformée par la loi du 15 février 1993

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités réformée par la loi du 15 février 1993, notamment l'article 133bis;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de réaliser, dans les plus brefs délais, les conditions permettant à la Commission instituée par l'article 133bis précité, d'accomplir ses missions légalement définies;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont nommés membres de la Commission instituée par l'article 133bis de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités :

M. Beeckmans, Jan;
M. Grimberg, Georges;
M. Kestens, Paul;
M. Schokkaert, Erik;
M. Schutyser, Rafaël;
M. Verkaeren, Pierre.

Art. 2. La Commission visée à l'article 1er du présent arrêté dispose pour l'accomplissement de sa mission des pouvoirs d'investigation les plus larges sans toutefois avoir accès aux données individuelles.

Elle peut examiner toutes pièces et documents des services de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités ayant un rapport avec l'objet de ses missions et appeler en consultation des représentants des administrations de ceux-ci.

Dit vormt een bijkomende waarborg opdat de reglementering door elke verzekeringsinstelling op een gelijkvormige wijze wordt toegepast.

In de derde plaats kan een financiële verantwoordelijkheid slechts worden gerealiseerd wanneer de ziekenfondsen over de nodige instrumenten beschikken om de uitgaven die voortvloeien uit hun wettelijke opdrachten, te controleren en te beheersen.

Thans beschikken de ziekenfondsen over een aantal instrumenten die hen in staat stellen in te grijpen in de ontwikkeling van de uitgaven (bijvoorbeeld voor de verstrekkingen die afhankelijk zijn van de voorafgaande goedkeuring van de adviserend geneesheren).

Het is noodzakelijk dat deze instrumenten worden uitgebreid ten einde te komen tot een optimale aanwending van de toegewezen middelen. De Regering is van oordeel dat de verzekeringsinstellingen een grotere rol moet worden toebedeeld op het vlak van de beheersing van de uitgaven, met dien verstande dat de basisregels terzake door de wetgever moeten worden geformuleerd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uw Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MOUREAUX

28 APRIL 1993. — Koninklijk besluit betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie ingesteld bij artikel 133bis van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, hervormd bij de wet van 15 februari 1993

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling van een verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, hervormd bij de wet van 15 februari 1993, inzonderheid op artikel 133bis;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is, onverwijld de Commissie, ingesteld bij voornoemd artikel 133bis, in de mogelijkheid te stellen om haar opdrachten te vervullen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden benoemd tot leden van de Commissie, ingesteld bij artikel 133bis van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling van een verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen :

De heer Beeckmans, Jan;
De heer Grimberg, Georges;
De heer Kestens, Paul;
De heer Schokkaert, Erik;
De heer Schutyser, Rafaël;
De heer Verkaeren, Pierre.

Art. 2. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde Commissie beschikt voor het vervullen van haar opdracht over de ruimste investigatiebevoegdheden teneinde toegang te hebben tot de individuele gegevens.

Zij kan alle stukken en documenten van de diensten van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering evenals van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landbouwen van ziekenfondsen en welke een verband vertonen met haar opdrachten, onderzoeken. Zij kan eveneens de vertegenwoordigers van de administraties van deze instellingen ter raadpleging oproepen.

Elle a accès aux dossiers et archives de l'Institut et de l'Office précités et reçoit tous les renseignements qu'elle demande en rapport avec l'objet de ses travaux.

Art. 3. La Commission soumet au Ministre des Affaires sociales pour le 31 décembre 1993 au plus tard un rapport contenant ses propositions visant à adapter ou modifier les dispositions des sections I, II et IV du chapitre 1er du titre VIII de la loi.

Art. 4. Le secrétariat de la Commission est confié au Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MOUREAUX

Zij heeft toegang tot de dossiers en archieven van voornoemde Instituut en Controledienst en ontvangt alle inlichtingen waartoe zij verzoekt en welke betrekking hebben op hun werkzaamheden.

Art. 3. De Commissie legt uiterlijk op 31 december 1993 aan de Minister van Sociale Zaken een verslag voor, houdende haar voorstellen tot aanpassing of wijziging van de bepalingen van de afdelingen I, II en IV van hoofdstuk I van titel VIII van de wet.

Art. 4. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Sociale Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 april 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MOUREAUX

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Forces armées. — Nominations d'officiers subalternes dans le cadre de carrière et de complément

Par arrêté royal n° 28381 du 15 mars 1993 :

Force terrestre

Les nominations suivantes ont lieu dans le cadre des officiers de carrière à la date du 26 mars 1993 :

Capitaine-commandant :

Corps de l'infanterie

Le capitaine De Waele, F.

Corps des troupes blindées

Le capitaine Mawet, M.

Corps de l'artillerie

Le capitaine Cornelis, T.

Corps des troupes de transmission

Le capitaine Putseys, G.

Corps de la logistique

Les capitaines :

Kappler, J.; Thirion, P.

Les nominations suivantes ont lieu dans le cadre des officiers de complément à la date du 27 mars 1993 :

Capitaine-commandant de complément :

Corps de l'infanterie

Les capitaines de complément :

Commers, G.; Massart, E.

Corps des troupes blindées

Le capitaine de complément Lefevre, A.

Corps de l'artillerie

Le capitaine de complément Musters, F.

Corps de la logistique

Les capitaines de complément :

Pille, P.; Viatour, P.; Jacobs, E.; Finkenflugel, W.

Capitaine de complément :

Corps de l'artillerie

Le lieutenant de complément Van Poeck, R.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

Krijgsmacht. — Benoemingen van lagere officieren in het beroeps- en aanvullingskader

Bij koninklijk besluit nr. 28381 van 15 maart 1993 :

Landmacht

Hebben volgende benoemingen plaats in het kader van de beroepsofficieren op 26 maart 1993 :

Tot kapitein-commandant :

Korps van de infanterie

Kapitein De Waele, F.

Korps van de pantsertroepen

Kapitein Mawet, M.

Korps van de artillerie

Kapitein Cornelis, T.

Korps van de transmissietroepen

Kapitein Putseys, G.

Korps van de logistiek

De kapiteins :

Kappler, J.; Thirion, P.

Hebben volgende benoemingen plaats in het kader van de aanvullingsofficieren op 27 maart 1993 :

Tot aanvullingskapitein-commandant :

Korps van de infanterie

De aanvullingskapiteins :

Commers, G.; Massart, E.

Korps van de pantsertroepen

Aanvullingskapitein Lefevre, A.

Korps van de artillerie

Aanvullingskapitein Musters, F.

Korps van de logistiek

De aanvullingskapiteins :

Pille, P.; Viatour, P.; Jacobs, E.; Finkenflugel, W.

Tot aanvullingskapitein :

Korps van de artillerie

Aanvullingsluitenant Van Poeck, R.